



20h du 18 octobre

France 2 ou les casseurs de la déontologie

« *La France sous le choc* » : c'est le titre qu'a choisi France 2 pour son JT spécial du 18 octobre. D'entrée de jeu, le cadrage est clair, on ne parlera pas d'une France en colère, mobilisée, ou révoltée, d'une France qui manifeste ou qui s'exprime, mais d'une France « sous le choc ». Et ce n'était que le début d'une heure catastrophique d'antenne, qui nous a donné la nausée. Déontologie bafouée, information maltraitée, journalisme piétiné : tout était fait pour recracher le narratif du pouvoir en place et alimenter les discours de l'extrême-droite.



La voix de son maître : un JT au service du gouvernement « Sous le choc », c'est ainsi que nous laisse ce journal télévisé ni fait ni à faire. 56 minutes sans queue ni tête journalistique, centrées en grande partie sur les dégradations de biens, que les journalistes qualifient en boucle de « *violences* ». On vous laisse apprécier la mesure dans le choix des mots : « *violences extrêmes* », « *guérilla urbaine* », « *centres-villes dégradés* », « *commerces saccagés* », « *riverains médusés* », « *sidération* »... En revanche, il y a des termes que vous n'entendrez jamais : « *nasse* », « *charge policière* », « *manifestants*

blessés »... Au total, dix secondes seulement seront consacrées à traiter à la fois une main arrachée par une grenade, et une adolescente éborgnée. Pas une seule fois, la stratégie du maintien de l'ordre décidée par le gouvernement ne sera interrogée ou remise en question.

Pourtant, juste après l'allocution d'Emmanuel Macron, Laurent Delahousse pose la question : « *Comment en est-on arrivé là ?* » On s'attend alors à de l'analyse, à du recul, à des explications. Raté : on revient aux images, en boucle, de pillages des magasins, d'affrontements, sans jamais les interroger, ni les mettre en perspective. On devra se contenter d'un enchaînement de micro-trottoirs et d'interviews, comme celle du maire de Limoges qui assure que « *l'ultra-gauche a signé son crime* ». Que fait-on avec ça ? Aucun contradictoire, aucune preuve, aucune recherche d'information, aucune remise en question journalistique. Ces accusations seront assénées à trois reprises dans le JT. On apprendra pourtant, le lendemain, par la bouche de la procureure de Paris,

qu'elle ne peut « *absolument pas confirmer* » que les auteurs des violences sont des « *personnes politisées vers l'ultragauche* ».

Par le choix des titres, par les angles des reportages, par la hiérarchisation des informations, par le manque criant de recul et d'analyse, Laurent Delahousse s'est transformé en idéologue et le JT est devenu un organe de propagande au service du ministère de l'Intérieur. Notez d'ailleurs que les seuls syndicats interrogés, au lendemain d'une mobilisation sociale historique, sont ceux... de la police.

CNews n'aurait pas fait pire

Mais c'est au bout de 43 minutes qu'arrive le clou du spectacle, le plus sordide. Le présentateur promet « une immersion au cœur de cette journée du 17 octobre ». C'est en fait 11 minutes 30 d'images d'affrontements, de sons d'explosions dans la capitale... le tout presque sans commentaire. On se demande ce qu'il se passe. La régie est-elle en train de diffuser par erreur un bout à bout de rushes bruts ? Ah non ! Après cinq minutes d'images de chaos sans aucun contexte, la rédactrice annonce : « *à quelques mètres de là, Jean-Luc Mélenchon analyse la situation* ». Une tournure bien malhonnête : on croirait qu'il s'exprime sur les images de chaos qu'on vient de voir, alors qu'il se trouve, lui, dans un cortège tout à fait calme. Le candidat à l'élection présidentielle dira une phrase, à peine audible tant le son est médiocre. Il parle d'une « *mise en mouvement de la jeunesse* » et ajoute que « *c'est plus puissant que mai 68, (...) et surtout, c'est incroyable* ». Puis, la journaliste enchaîne : « *et pendant ce temps-là, place de la République...* » Et c'est reparti pour six minutes d'images de chaos, toujours sans analyse ni commentaire. La manipulation est grossière.

Comment ne pas être d'accord avec nos confrères de Télérama, qui écrivent : « *France 2 assume de renoncer totalement au journalisme* » ? Comment ne pas avoir honte, en tant que salarié-es du même groupe, de ce traitement indigne du moment historique que traverse le pays ? Comment ne pas avoir peur, en tant que reporters de France Télévisions, d'être assimilés-es à ce simulacre de journalisme ?

Sud dénonce avec force cette heure d'antenne consacrée à faire la propagande du gouvernement et le lit de l'extrême droite. Notre carte de presse ne doit pas être qu'un symbole, elle nous oblige. Défendons-la.

Sud exige une réponse du directeur de l'information aux nombreuses critiques internes et externes à France Télévisions.

Le 21 octobre, depuis les régions



SUD Médias Télévision . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr>